L. 8291/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, le 20 février 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal du ... "modifiant l'arrêté royal du 18 octobre 1962, fixant le statut et le cadre du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière", a donné le 14 mars 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e februari 1963 door de Minister van Economische Zaken en Energie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van ... "tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 october 1962 tot vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid", heeft de 14e maart 1963 het volgend advies gegeven :

L'article 1er du projet modifie l'article 19, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 18 octobre 1962, fixant le statut et le cadre du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière et l'article 3, § 1er, du projet abroge l'article 19, alinéa 3 du même arrêté.

Il convient de grouper dans un même article les deux modifications que le projet apporte à l'article 19 de l'arrêté royal du 18 octobre 1962.

\+

\+ +

En son § 1er, l'article 3 du projet abroge l'article 19, alinéa 3, de l'arrêté royal du 18 octobre 1962. Par son § 2, il conserve aux membres du personnel dont le traitement a été fixé en application de l'article 19, alinéa 3, de cet arrêté, le bénéfice de l'ancienneté qui résulte de cette disposition. Ce § 2 constitue une disposition transitoire qui fixe une règle applicable à certains agents du Directoire et qui devrait être insérée dans l'arrêté royal du 18 octobre 1962.

\+

\+ +

L'article 4 donne au projet un effet rétroactif remontant au 1er juillet 1962. Il ne fait une exception à cet effet rétroactif que pour l'article 3, § 2 qui produit ses effets le 1er février 1963.

Il en résulte que c'est à la date du 1er juillet 1962 que le projet abroge l'article 19, alinéa 3, de l'arrêté royal du 18 octobre 1962 aux termes duquel "l'agent nommé ultérieurement à un nouveau grade

.../...

conserve son ancienneté pour le calcul du traitement afférent à son nouveau grade". Le Gouvernement n'a cependant pas l'intention d'annuler rétroactivement les décisions qui ont été prises en application de cette disposition depuis le 1er juillet 1962. En effet, la disposition transitoire de l'article 3, § 2, du projet aura deux conséquences : 1° valider les décisions prises entre le 1er juillet 1962 et le 1er février 1963, en application de l'article 19, alinéa 3, 2° maintenir les effets de ces décisions au-delà du 1er février 1963. Il est donc inutile de donner un effet rétroactif remontant au 1er juillet 1962, à la disposition qui abroge l'alinéa 3 de l'article 19. Celle-ci peut, sans inconvénient, entrer en vigueur le 1er février 1963.

\+

\+ +

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre, que les traitements qui figurent au tableau annexé au projet ont été établis en tenant compte des augmentations de traitements que le Gouvernement a décidé d'accorder au personnel des Ministères à partir du 1er juillet 1962. Selon les intentions du Gouvernement, le Directoire devra payer à son personnel les traitements prévus à l'annexe du projet, majorés actuellement de 2,5 p.c. en raison de la hausse de l'index.

.../...

Le régime de mobilité des traitements du personnel du Directoire est fixé par l'article 20, alinéa 1er,de l'arrêté royal du 18 octobre 1962, qui dispose : "les traitements sont soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères".

Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, publié au Moniteur belge du 28 février 1963, le régime de mobilité des traitements du personnel des Ministères est fixé par l'article 37, § 1er,de cet arrêté royal, qui dispose : "le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960, unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. Le traitement majoré de 17,5 p.c. est rattaché à l'indice 110". C'est donc ce régime de mobilité qui est actuellement applicable aux traitements du personnel du Directoire. De la combinaison des articles 20, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 18 octobre 1962, et 37, § 1er,de l'arrêté royal du 22 février 1963,il résulte que les traitements prévus au tableau annexé au projet devraient être majorés de 17,5 p.c. avant d'être rattachés à l'indice 110, ce qui, en raison du niveau actuel de l'index, entraînerait une seconde augmentation de 2,5 p.c Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de remplacer l'article 20, alinéa 1er de l'arrêté royal du 18 octobre 1962, par une disposition nouvelle qui pourrait être rédigée de la façon suivante :

.../...

"Les traitements sont liés aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume. Ils sont rattachés à l'indice 110 et sont augmentés ou diminués, selon les modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail".

\+

\+ +

L'arrêté royal du 18 octobre 1962 que le projet tend à modifier n'a pas été publié au Moniteur belge. Un exemplaire en a été remis à chacun des membres du personnel.

La règle générale déjà énoncée par les articles 5 et 6 de la loi du 18 avril 1898 et actuellement reprise par l'article 5 de la loi du 31 mai 1961 est que les arrêtés royaux "sont publiés intégralement par la voie du Moniteur belge". Une exception est toutefois faite pour "les arrêtés royaux qui n'intéressent pas la généralité des citoyens". Des décisions de jurisprudence ont classé dans cette dernière catégorie des arrêtés royaux qui s'appliquaient exclusivement à un agent ou à un groupe d'agents d'un service public; ces décisions ont admis que ces arrêtés deviennent obligatoires par leur notification aux intéressés, notification qui peut se faire par la voie de circulaires administratives (Cass. 29 juillet 1872, Pas., 1872, I, 422; Conseil d'Etat, 31 janvier 1952, n° 1286, Recueil, p. 82; 7 avril 1954, n°s 3289 et 3290; 9 juillet 1954, n° 3584, ibid.,pp. 345 et 709; Bruxelles, 29 avril et 1er juillet 1952, Pas., 1953, II, 25).

.../...

La pratique suivie lors de la mise en vigueur du statut du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière peut donc s'appuyer sur la jurisprudence qui vient d'être citée.

Il serait cependant souhaitable que l'arrêté royal du 18 octobre 1962 et l'arrêté en projet soient publiés au Moniteur belge. Le défaut de publication au Moniteur belge de cet arrêté en rendrait la consultation difficile.

D'autre part, si le Gouvernement est en mesure de porter l'arrêté à la connaissance de chacun des agents qui sont en fonctions au Directoire, il n'en est pas de même pour les personnes étrangères à cette administration. Les personnes qui désirent présenter leur candidature à des emplois dépendant du Directoire, ont intérêt à connaître les conditions d'engagement et de rémunération accordées au personnel de cet organisme.

\+

\+ \+

Tenant compte des observations formulées ci-dessus, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL ... (comme au projet) ...

...

...

Vu la loi du 16 novembre 1961 instituant un Directoire de l'industrie charbonnière, notamment l'article 10;

.../...

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 1962 fixant le statut et le cadre du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière, notamment les articles 19 et 20;

Vu l'avis du Directoire de l'industrie charbonnière;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

A l'article 19 de l'arrêté royal du 18 octobre 1962 fixant le statut et le cadre du personnel du Directoire de l'industrie charbonnière, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1er. La troisième phrase de l'alinéa 1er est remplacée par la disposition suivante :

"Il détermine cette ancienneté en tenant compte de la durée et de la valeur de l'expérience acquise par l'agent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé et en appliquant, au besoin par analogie, les règles concernant la même matière énoncées au statut pécuniaire du personnel des Ministères".

§ 2. L'alinéa 3 est abrogé.

.../...

Article 2.-

L'article 20, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Les traitements sont liés aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume. Ils sont rattachés à l'indice 110 et sont augmentés ou diminués, selon les modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail".

Article 3.-

Un article 77bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 77bis. Les agents dont le traitement a été fixé à l'occasion d'une promotion, avant le 1er février 1963, conservent dans leur nouveau grade, pour le calcul de leur traitement, l'ancienneté qui leur a été reconnue à la date de cette promotion".

Article 4.-

Le tableau III annexé au même arrêté est remplacé par le tableau joint au présent arrêté.

.../...

Article 5.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1962, à l'exception de l'article 1er, § 2 et de l'article 3 qui sortent leurs effets le 1er février 1963.

Article 6.-

Le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires économiques
et de l'Energie,

Artikel 1 van het ontwerp wijzigt artikel 19, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 tot vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid. Artikel 3, § 1, van het ontwerp heft artikel 19, derde lid, van hetzelfde besluit op.

Die twee wijzigingen in artikel 19 van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 verwerke men tot één artikel.

\+

\+ \+

In § 1 heft artikel 3 van het ontwerp artikel 19, derde lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 op. In § 2 laat het de personeelsleden, wier wedde met toepassing van artikel 19, derde lid, van dat besluit is vastgesteld, de daaruit voortvloeiende anciënniteit behouden. Die § 2 is een overgangsregeling voor een aantal personeelsleden van het Directorium en ware in het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 op te nemen.

\+

\+ \+

Artikel 4 laat het ontwerp terugwerken tot 1 juli 1962 met als enige uitzondering hierop artikel 3, § 2, dat uitwerking heeft op 1 februari 1963.

.../...

Dit betekent dat artikel 19, derde lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962, luidens hetwelk 'het personeelslid dat later benoemd wordt tot een nieuwe graad zijn dienstanciënniteit behoudt ter berekening van de met zijn nieuwe graad overeenstemmende wedde", op 1 juli 1962 wordt opgeheven. De Regering denkt er echter niet aan, de beslissingen die sedert 1 juli 1962 op grond van die bepaling zijn genomen, met terugwerkende kracht te vernietigen. De overgangsbepaling van artikel 3, § 2, van het ontwerp zal immers tweeërlei gevolg hebben : 1° ze zal de tussen 1 juli 1962 en 1 februari 1963 met toepassing van artikel 19, derde lid, genomen beslissingen geldig maken, 2° ze zal die beslissingen ook na 1 februari 1963 uitwerking laten hebben. Voor de bepaling die het derde lid van artikel 19 opheft, is terugwerking tot 1 juli 1962 dus overbodig. Die bepaling kan zonder bezwaar in werking treden op 1 februari 1963.

\+

\+ \+

Blijkens inlichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister, werden de wedden die voorkomen op de bij het ontwerp gevoegde tabel vastgesteld met toepassing van de weddeverhogingen die de Regering besloten heeft met ingang van 1 juli 1962 aan het personeel van de Ministeries te verlenen. De Regering verstaat het zó, dat het Directorium aan zijn personeel de in de bijlage van het ontwerp vermelde wedden, thans vermeerderd met 2,5 t.h. wegens stijging van het indexcijfer, moet uitkeren.

.../...

De mobiliteitsregeling voor de wedden van het personeel van het Directorium is bepaald in artikel 20, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962, dat zegt : "de wedden zijn onderworpen aan het mobiliteitsstelsel dat van toepassing is op de wedden van het personeel der Ministeries".

Sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 februari 1963, is de mobiliteitsregeling voor de wedden van dat personeel bepaald in artikel 37, § 1, van dat besluit, dat zegt : "de maandwedde wordt verbonden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen. Die wedde, verhoogd met 17,5 t.h.is verbonden aan het indexcijfer 110". Die mobiliteitsregeling dus geldt thans voor de wedden van het personeel van het Directorium. Als men artikel 20, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 in één verband leest met artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 22 februari 1963, blijkt dat de wedden die op de bij het ontwerp gevoegde tabel vermeld staan, eerst met 17,5 t.h. zouden moeten worden verhoogd en pas dan aan het indexcijfer 110 gekoppeld, wat, gelet op het huidig niveau van het indexcijfer, een tweede verhoging met 2,5 t.h. zou meebrengen. Aangezien dat niet de bedoeling van de Regering is, vervange men artikel 20, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 door een nieuwe bepaling, als volgt :

.../...

"De wedden worden verbonden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van het Rijk. Ze worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 en vermeerderd of verminderd volgens de regelen bepaald in de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen".

\+

\+ +

Het door het ontwerp te wijzigen koninklijk besluit van 18 oktober 1962 is niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Een exemplaar ervan werd aan ieder lid van het personeel overhandigd.

Reeds in de artikelen 5 en 6 van de wet van 18 april 1898 en thans in artikel 5 van de wet van 31 mei 1961 is als algemene regel gesteld dat koninklijke besluiten "in hun geheel in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt". Alleen voor besluiten die niet op de burgers in het algemeen betrekking hebben wordt hierop een uitzondering gemaakt. Een aantal uitspraken hebben koninklijke besluiten die alleen voor een bepaalde ambtenaar of groep van ambtenaren uit een openbare dienst gelden, bij die categorie ingedeeld, en nemen aan dat zulke besluiten bindende kracht verkrijgen door kennisgeving aan de belanghebbenden, welke kennisgeving bij administratieve aanschrijving mag geschieden (Cass. 29 juli 1872, Pas., 1872, I, 422; Raad van State, 31 januari 1952, nr 1286, Verzameling blz. 8 ; 7 april 1954, nrs 3289 en 3290; 9 juli 1954, nr 3584 ibid., blz. 374 en 767; Brussel, 29 april en 1 juli 1952, Pas. 1953, II, 25).

.../...

De handelwijze die bij de invoering van het statuut van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid is gevolgd, kan dus steun vinden in evengenoemde rechtspraak.

Toch ware het gewenst het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 en het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad, bekend te maken zoniet zou van dat besluit moeilijk inzage kunnen worden genomen.

De Regering moge in staat zijn het besluit ter kennis te brengen van ieder personeelslid dat bij het Directorium werkzaam is, zij is het niet tegenover buitenstaanders. Wie zich kandidaat wil stellen voor een betrekking bij het Directorium, heeft er nochtans belang bij de voorwaarden inzake indiensttreding en bezoldiging van het personeel van die instelling te kennen.

\+

\+ \+

Met inachtneming van de hierboven gemaakte opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT ... (zoals in het ontwerp)

...

...

Gelet op de wet van 16 november 1961 tot instelling van een Directorium voor de kolennijverheid, inzonderheid op artikel 10;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 tot vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van het Directorium voor de kolennijverheid, inzonderheid op de artikelen 19 en 20;

Gelet op het advies van het Directorium voor de kolennijverheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Energie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In artikel 19 van het koninklijk besluit van 18 oktober 1962 tot vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van het Directorium voor de Kolennijverheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1. De derde volzin van het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het bepaalt die anciënniteit met inachtneming van de duur en de waarde van de ervaring die het personeelslid zowel in de overheidssector als in de particuliere sector heeft opgedaan, en, zo nodig, met overeenkomstige toepassing van de regelen die terzake in de bezoldigingsregeling van het personeel van de Ministeries zijn neergelegd".

§ 2. Het derde lid wordt opgeheven.

.../...

Artikel 2.-

Artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De wedden worden verbonden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk. Ze worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 en vermeerderd of verminderd volgens de regelen bepaald in de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen".

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 77bis ingevoegd :

"Artikel 77bis. De personeelsleden wier wedde vóór 1 februari 1963 naar aanleiding van een bevordering is vastgesteld, behouden in hun nieuwe graad, voor de berekening van hun wedde, de anciënniteit die hun op de datum van die bevordering was verleend".

Artikel 4.-

De tabel III die bij hetzelfde besluit is gevoegd wordt door de bij dit besluit gaande tabel vervangen.

.../...

Artikel 5.-

Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 1962, met uitzondering van artikel 1, § 2, en van artikel 3, die uitwerking hebben op 1 februari 1963.

Artikel 6.-

De Minister van Economische Zaken en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Economische Zaken
en Energie,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.